

Résumé

Face à la faible croissance observée dans une grande partie du monde, l'une des priorités des pouvoirs publics est de promouvoir de nouvelles sources de croissance. La science, la technologie, l'innovation et l'entrepreneuriat étant des facteurs de compétitivité, de productivité et de création d'emploi, ils constituent d'importants leviers de croissance durable. Les 260 indicateurs de la science, de la technologie, de l'innovation et de la performance industrielle présentés dans le *Tableau de bord* mettent en lumière les résultats affichés par les pays de l'OCDE et les grandes économies non membres dans un large éventail de domaines. Le *Tableau de bord* aide les États à concevoir des politiques plus efficaces et rationnelles et à suivre les progrès accomplis dans la réalisation de leurs objectifs. Quelques-unes des principales conclusions de l'édition 2013 sont exposées ci-après.

L'investissement dans l'innovation reste une priorité et le soutien à la R-D l'une de ses grandes composantes

En 2012, les États membres de l'OCDE ont consacré en moyenne 0.8 % de leur PIB au financement direct de la R-D nationale et étrangère, la Corée et la Finlande ayant même investi plus de 1 %. Désormais, 27 des 34 pays de l'OCDE, ainsi qu'un certain nombre d'économies non membres, apportent également un soutien indirect à la R-D des entreprises sous la forme d'incitations fiscales. En 2011, les plus gros investisseurs, en pourcentage du PIB, ont été la Fédération de Russie, la Corée, la France et la Slovénie. Au Canada et en Australie, le financement indirect de la R-D des entreprises a été cinq fois plus élevé que le total des aides directes. En termes de crédit d'impôt pour la R-D, les États-Unis l'emportent avec 8.3 milliards USD, suivis par la France et la République populaire de Chine. D'après de nouvelles estimations, le montant qu'une entreprise dédie à la R-D dépend de sa taille, de son lieu d'implantation et de son bilan. En 2013, les pays les plus généreux envers les PME sont l'Australie, le Canada, la France, la Corée, les Pays-Bas et le Portugal.

Les jeunes entreprises dynamiques contribuent davantage à la création d'emploi qu'on ne le pensait

Entre 2008 et 2011, le taux net de l'emploi a diminué de 2 % dans la zone OCDE, ce qui représente 9 millions de personnes, dont les deux tiers aux États-Unis. La construction et les activités de transformation ont le plus souffert (avec une perte moyenne de 32 % et 25 %, respectivement), mais les secteurs de l'information (activités de fabrication dans le secteur des TIC, services d'édition ou de télécommunications) n'ont pas été épargnés. En 2012, les suppressions massives d'emploi se sont poursuivies dans un grand nombre de pays de l'OCDE, touchant aussi bien le personnel de direction que la main-d'œuvre moins qualifiée. Les destructions observées pendant la crise financière sont majoritairement imputables aux réductions d'effectifs opérées dans des entreprises de plus de cinq ans ; la

croissance nette de l'emploi dans les jeunes entreprises (âgés de cinq ans ou moins) est restée positive. Les jeunes entreprises de moins de 50 salariés ne représentent qu'environ 11 % de l'emploi total, mais sont généralement responsables de plus de 33 % des emplois créés dans le secteur des entreprises et d'environ 17 % des emplois supprimés.

La mesure des échanges en valeur ajoutée apporte un nouvel éclairage sur les relations commerciales

Les indicateurs des échanges en valeur ajoutée mis au point par l'OCDE et l'OMC montrent que les pays ont renforcé leur dépendance à l'égard des importations en provenance d'un nombre accru de pays en vue de maintenir ou d'améliorer leurs performances d'exportation. Par exemple, entre 1995 et 2009, la Chine a multiplié par douze ses exportations brutes, en prix courants, qui frôlent désormais la barre de 1 300 milliards USD, et presque triplé la part de la valeur ajoutée étrangère contenue dans ses exportations, qui s'élève à présent à 30 %. Les pays de l'OCDE représentent 20 % de cette valeur ajoutée d'origine étrangère, le Japon et la Corée s'en partageant la moitié.

Les consommateurs étrangers soutiennent l'emploi

Sous l'effet du resserrement des liens d'interdépendance entre les pays, les consommateurs soutiennent l'emploi dans les pays étrangers situés en amont de la chaîne de valeur. En 2008, la demande extérieure pesait pour 20 % à 45 % de l'emploi des entreprises dans la plus grande partie de l'Europe et pour 20 % de l'emploi en Chine. La part du Japon et des États-Unis est plus modeste du fait de leur taille et de leur dépendance moindre vis-à-vis des exportations et importations. Cependant, selon les premières estimations, les consommateurs étrangers soutenaient en 2008 plus de 10 millions d'emplois du secteur des entreprises aux États-Unis, dont 2 millions dépendaient de la demande de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Les économies émergentes sont de plus en plus présentes dans les domaines de la science et de l'innovation

Dans le paysage mondial de la recherche scientifique, l'apparition de nouveaux acteurs a modifié la structure des réseaux mondiaux de collaboration. En 2011, la Chine occupait la deuxième place du classement mondial des dépenses de R-D, derrière les États-Unis et devant le Japon, l'Allemagne et la Corée. Elle était aussi à l'origine du plus grand nombre de publications scientifiques, mais n'en reste pas moins à la traîne de la plupart des pays de l'OCDE en termes de production scientifique « ajustée selon la qualité » (documents les plus cités). La Chine a représenté plus de 74 000 collaborations scientifiques en 2011, contre seulement 9 000 en 1998. Au cours de cette période, le nombre de documents publiés par la Chine en co-autorat avec des établissements aux États-Unis a progressé, passant d'un peu moins de 2 000 à plus de 22 000. Avec près de 15 % de l'ensemble des collaborations scientifiques mentionnées dans des publications scientifiques à comité de lecture en 2011, les États-Unis demeurent au centre du maillage international de la recherche.

Les pôles d'excellence universitaires restent concentrés dans un petit nombre de lieux

Les 50 universités les plus influentes dans le monde en 2007-11 restent très concentrées géographiquement, mais moins qu'en 2003-09. Au total, 34 des 50 premières se trouvent aux États-Unis. Les autres sont majoritairement situées en Europe et, pour la première fois, on en recense deux hors de la zone OCDE, au Taipei chinois. Le Royaume-Uni arrive en

deuxième position et se distingue particulièrement dans les domaines de la médecine et des sciences sociales. Des écarts notables sont observés selon les disciplines : les universités américaines sont plus susceptibles d'être à la pointe en biochimie, en informatique, en neurosciences et en psychologie ; les universités situées dans des économies non membres, notamment en Asie, jouent quant à elles un rôle relativement prééminent en ingénierie chimique ainsi que dans l'énergie et la recherche vétérinaire.

Les chercheurs sont de plus en plus mobiles

La mobilité des chercheurs et la collaboration entre les institutions s'intensifient. Un nouvel indicateur permet de suivre les changements d'affiliation des scientifiques qui publient dans des revues savantes. Les États-Unis participent aux neuf premiers flux bilatéraux internationaux. Si les entrées dans ce pays dépassent les sorties, plus de scientifiques qui commencent à publier aux États-Unis puis s'orientent ensuite vers la Chine ou la Corée que l'inverse. Le Royaume-Uni est la deuxième économie la plus sollicitée. En moyenne, les scientifiques qui changent de pays d'affiliation ont un impact sur la recherche supérieur de près de 20 % à celui de leurs collègues qui ne vont jamais à l'étranger. Un grand nombre d'économies pourraient rattraper leur retard en matière de recherche en alignant les performances des « résidents » sur celles des chercheurs qui ont une expérience internationale (ceux qui partent et ceux qui reviennent).



Extrait de :
**OECD Science, Technology and Industry
Scoreboard 2013**
Innovation for Growth

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2013-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Résumé », dans *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2013 : Innovation for Growth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2013-4-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.